



CHAPITRE 3

Au sens de l'économie réelle



CE QU'IL FAUT RETENIR

Transfert de fonds de diasporas



Des agences de transfert de fonds financiers “commerces non essentiels”, saturation des applications de transferts de fonds, fermetures des frontières : face aux mesures prises pour contenir la propagation du COVID-19, les diasporas ont peiné l’an dernier à envoyer de l’argent vers leur pays d’origine, alors que la nature propre des transferts de fonds repose sur leur nature contracyclique, permettant justement de pallier les crises financières. L’enjeu est donc inédit, et pose une série de questions sur la résilience des espaces financiers sur lesquels reposent ces flux de capitaux flottants. Plus encore, la viabilité même leur volatilité se pose, et les nouvelles voies de fructification de ces transferts doivent être pensées urgemment.

Comment appréhender ces flux de façon éthique et résistante aux chocs, bien que la situation actuelle s’apparente à un Cygne Noir ? Quelles nouvelles solutions pour sécuriser et pérenniser les transferts de fonds, et faire fructifier les économies locales ?



LES RECOS DE AMINA

1

S’assurer de la stabilité financière court-terme, pour respirer.

Classer les agences de transferts en commerce essentiel et détrôner le cash comme valeur sûre et sine qua none à la transaction et aller vers l’évangélisation rapide et progressive aux outils digitaux, ainsi que la mise en place de plans de contingence pour proposer des solutions digitales en temps de crise.

2

Inciter à l’épargne, à l’assurance, penser au long terme par l’action de l’Etat, surtout au niveau local.

Il faudra aussi penser au marché de l’épargne, de l’assurance, et de la transformation de ces capitaux flottants en outils d’investissement. Si les acteurs bancaires privés se sont déjà attelés à l’exercice, l’action locale des municipalités et des régions est essentielle, ils sont les premiers véritables concernés par le sentiment nostalgique diasporique qui tendrait vers un engagement réel.

3

Soutenir la mobile-based economy et contrer les flux informels

Multiplication des partenariats entre institutions traditionnelles, institutions bancaires et acteurs de la télécommunication ancrent les transferts de fonds dans de nouveaux produits financiers, et poussent invariablement à un effort d’innovation de la part de l’ensemble des acteurs, considérant enfin — à l’échelle globale — ces flux financiers comme créateurs de valeur.



EN PRATIQUE

QUELQUES CHIFFRES



LE SAVIEZ VOUS

706 Milliards de dollars

En 2019, celà représente le nombre de fonds envoyés à travers le monde.

32 pays africains

ont mis en place des services ou des ministères chargés de susciter l'intérêt de la diaspora

Pourquoi ? Parce que **1 000 dollars** dans son pays d'origine, ce serait

3 milliards de dollars par an pour financer le développement.

44 à 41 milliards de dollars

Les flux vers l'Afrique subsaharienne pourraient passer de 44 à 41 milliards de dollars

9%

c'est le prix de la commission appliquée vers les pays d'Afrique subsaharienne

3 Fois
le % espéré par les Enjeux de DD





AMINA ZAKHNOUF



Consultante en Stratégie pour les
acteurs du développement

Lead Editorial de l'Incubateur de
Politiques Publiques chez JMA et
coordinatrice de Contresens

Diplômée de Sciences Po Paris en International Public Management, consultante en stratégie pour les acteurs du développement et passionnée d'innovation et de la chose publique, Amina est la cofondatrice de JMA, chargée de l'incubateur de politiques publiques et également coordinatrice du projet Contresens.

Elle s'intéresse tout particulièrement à la place des diasporas dans la création d'espaces économiques alternatifs, et aux nouvelles innovations fintech à impact social sur le continent.

Contact

 <https://fr.linkedin.com/in/aminazakhnouf>

 Amina@jmafrique.com